

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 15/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL

Village d'entreprises
ZA du Rozier Coren
15100 ST FLOUR

Références : 20221116_RapInsp_ANDéchets_v1s
Code AIOT : 0016200058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL implanté décharge des Cramades 15100 ST FLOUR. L'inspection a été annoncée le 12/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit de manière générale dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, la dernière visite datant d'octobre 2021. Elle avait pour objectif plus spécifique de décliner l'action nationale relative aux conditions d'élimination des déchets avec le contrôle de la mise en oeuvre des dispositions des article R.541-48-3 et 4 du code de l'environnement (caractérisation des flux de déchets par les producteurs et attestation justifiant leur conformité aux exigences de tri à la source). L'inspection a souhaité également faire un point sur les rejets aqueux au sein de l'ISDND et de la plateforme de compostage située en aval.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL
- décharge des Cramades 15100 ST FLOUR
- Code AIOT : 0016200058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le SYTEC exploite sur ce site implanté sur les communes de Saint-Flour et Andelat une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'une activité de compostage des déchets verts et des boues d'épuration. Un centre de tri des déchets non-dangereux a également été exploité, mais son activité a prévu de cesser d'ici la fin de l'année 2022.

Il est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires successifs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'acceptation des déchets au sein de l'ISDND
- Gestion des effluents aqueux de l'ISDND
- Gestion des effluents aqueux de la plateforme de compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un nouveau casier de stockage est en cours de construction et devrait être opérationnel en 2023. Il s'inscrit dans l'autorisation initiale du casier 2, pour une capacité d'enfouissement totale de 400 000 tonnes.

Au jour de l'inspection, 235 000 tonnes ont été enfouies pour un apport annuel de 17 000 tonnes en 2021 et d'environ 15 000 tonnes en 2023 du fait des évolutions en terme d'extension des consignes de tri des déchets ménagers.

De fait, l'exploitant devra probablement solliciter l'extension de l'autorisation initiale portant jusqu'en 2029.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
7	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
11	Compostage	Arrêté Préfectoral du 12/02/2013, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Contrôle	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1-II	/	Sans objet
5	Condition de rejets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.1	/	Sans objet
8	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.5	/	Sans objet
9	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.8	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
12	Compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site était très bien tenu et que l'autosurveillance des rejets de l'ISDND (lixiviats après traitement, eaux pluviales internes et eaux parasites) était réalisée conformément aux prescriptions réglementaires.

Concernant les conditions d'accueil des déchets, l'exploitant a mis en place le dispositif de vidéosurveillance rendu exigible depuis le mois de septembre dernier. Celui-ci est opérationnel. Toutefois, les dispositions du décret 2021-1199 du 16 septembre 2021 (articles R.541-48-3 et 4 du code de l'environnement) ne sont pas encore mises en oeuvre sur le site, notamment :

- les rapports de caractérisation des déchets devant être établis par les producteurs, en priorité les entreprises et les déchetteries (annuel à compter de 2022) puis les collectivités (quinquennal à partir de 2025);
- les attestations des producteurs de déchets concernant le respect de leurs obligations en matière de tri à la source.

L'inspection invite le SYTEC à solliciter sans délai ces documents à ses clients. La prochaine inspection sur le site (2023) s'attachera à vérifier leur fourniture, leur disponibilité effective et leur exhaustivité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : Les déchets réceptionnés au sein de l'ISDND ne font pas l'objet d'un contrôle visuel systématique dans la mesure où une personne n'est pas systématiquement présente dans le bâtiment d'accueil du site. Néanmoins, ce contrôle visuel peut être réalisé ponctuellement et est désormais complété grâce au dispositif de vidéosurveillance (voir fiche n°2) par un contrôle opéré de manière échantillonnée au niveau du pont bascule et/ou au niveau du quai de déchargement, dans l'alvéole en cours d'exploitation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Contrôle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Vidéosurveillance dans les ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : «- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; «- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Le dispositif de vidéosurveillance a été installé au cours du mois de juillet 2022. Il est pleinement opérationnel et permet de visualiser des images de qualité (plaques d'immatriculation par exemple) au niveau du pont bascule, de l'entrée du site et du quai de déchargement des déchets dans l'alvéole.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a reçu aucun rapport de caractérisation de ses clients-apporteurs, collectivités comme entreprises. Trois collectivités ont lancé la démarche de caractérisation de leurs OMR, elle devrait être aboutie à la fin de l'année. Elle sera donc à renouveler en 2025. L'ISDND accueille les encombrants de six déchetteries de collectivités. Les rapports de caractérisation sont à demander à chacune sans délai. Concernant les entreprises, ces rapports de caractérisation sont également à demander sans délai, soit aux producteurs initiaux, soit aux sociétés de transport assurant pour ces derniers une prestation de transit/regroupement/tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a reçu aucun document de la part des producteurs de déchets attestant de leur conformité aux obligations de tri à la source. Ces attestations sont à demander aux producteurs de déchets sans délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Condition de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ségrégation des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux pluviales internes, des eaux parasites et des lixiviats traités sont distincts
Constats : Les points de rejets de ces trois effluents sont effectivement distincts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejet des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.2.6.3 sont analysés à une fréquence trimestrielle.
Constats : Les paramètres de contrôle de la qualité des lixiviats sont contrôlés trimestriellement. Les derniers contrôles de 2020, 2021 et 2022 mettent en évidence des dépassements réguliers et parfois très importants en azote global, expliqués sur GIDAF (problème de dénitrification du fait de nutriments insuffisants dans le lit bactérien). Bien que la dernière campagne d'analyses de septembre 2022 semble démontrer de manière encourageante la correction de ce problème, il convient de s'assurer que la valeur limite en azote global soit respectée de manière pérenne. Les valeurs limites des autres paramètres sont globalement respectées au cours des trois dernières années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Réinjection des boues dans les massifs de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les boues issues du traitement des lixiviats sont admissibles dans les casiers de l'installation uniquement dans le cas où elles sont non dangereuses
Constats : Les boues issues du traitement des lixiviats sont réinjectées dans le massif de déchets sans avoir bénéficié d'une analyse de leur caractère non-dangereux. Une campagne de caractérisation mérite d'être menée sur un échantillon de boues représentatif, sur les paramètres H1 à H15. Selon les résultats, leur réinjection dans le massif de déchets pourra être maintenue ou elles devront être évacuées en tant que déchet dangereux dans une filière autorisée à ce titre (ISDD ou incinération).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du pH et une mesure de la résistivité des eaux des bassins mentionnés à l'article 4.2.2 sont réalisées avant rejet (1 mesure semestrielle). En cas d'anomalie, les paramètres fixés dans le programme de surveillance visé à l'article 4.2.6.3 sont analysés.
Constats : L'exploitant fait effectuer par un organisme extérieur accrédité une mesure semestrielle du pH et de la conductivité. Les résultats sur 2021 et 2022 sont conformes aux valeurs réglementaires, n'entraînant pas de fait l'extension du programme de surveillance des eaux de ruissellement à l'ensemble des paramètres de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 6.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux parasites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La qualité des eaux parasites sera contrôlée, en leur point de rejet, avec une fréquence trimestrielle en 2020 et 2021, la périodicité étant ajustée ensuite selon les résultats de cette surveillance initiale. L'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.2.6.4 sera analysé (prescription non-conforme lors de l'inspection du 27/10/2021).
Constats : Deux campagnes de contrôle ont été réalisées en 2022 (premier et second trimestre). Les résultats d'analyse mettent en évidence la conformité à l'ensemble des valeurs fixées à l'article 4.2.6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont correctement renseignés par l'exploitant sur l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2013, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents liquides issus des zones de réception, préparation, stockage, manœuvre, les surplus d'effluents issus de la fermentation et de la maturation, ainsi que les eaux de voirie du site sont collectés et stockés dans un bassin spécifique avant traitement via la station de traitement des lixiviats de l'ISDND.
Constats : Les effluents liquides de la zone de compostage sont collectés puis envoyés gravitairement dans un bassin de collecte pour les eaux de ruissellement externe et dans le bassin de lixiviats pour les jus de compostage. Il subsiste néanmoins un doute concernant: <ul style="list-style-type: none">- la zone de réception extérieure des déchets verts, dont les eaux de ruissellement ne semblent pas collectées par le dispositif en place;- la gestion des eaux collectées dans le bassin, notamment la possibilité pour l'exploitant de les confiner (vanne d'isolement dans le bassin) et la réalisation effective des analyses avant rejet. Ces points restent à éclaircir et méritent d'être précisés à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des boues traitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les boues dépuration admises sur le site respectent les valeurs limites figurant à l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998. Les boues sont analysées, par origine, selon la fréquence prévue par ce même arrêté.
Constats : L'analyse par l'inspection de dix rapports de contrôle de la qualité des boues entrantes dans l'installation met en évidence le respect systématique des valeurs limites pour l'ensemble des paramètres requis par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998. Ont notamment été contrôlés les rapports relatifs aux boues de STEP provenant de Pierrefort, Saint-Flour, Ussel, Massiac et Condat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

